

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SWISS KRONO

Route de Cerdon
45600 Sully-Sur-Loire

Références : VAT 2025 0428
Code AIOT : 0010004585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement SWISS KRONO implanté Route de Cerdon 45600 Sully-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 05/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SWISS KRONO
- Route de Cerdon 45600 Sully-sur-Loire
- Code AIOT : 0010004585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site appartient au groupe SWISS KRONO créé en 1966.

Le groupe est l'un des principaux fabricants mondiaux de matériaux en bois. L'usine de Sully-sur-Loire est spécialisée dans la fabrication de panneaux de particules bruts et transformés (mélaminés) et de panneaux et dalles Oriented Standard Board (OSB).

Elle est implantée sur près de 52 ha parmi un ensemble foncier appartenant à la société de plus de 138 ha. Elle comprend 10 ha de bâtiment et 12 ha de parc à bois.

En 2024, des sécheurs basse température et une centrale biomasse ont été mis en service.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zones à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
2	Plan général des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	6 mois
5	Adéquation des produits ATEX / zonage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	9 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Identification des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Surveillance et réseau de détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55A	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zones à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'identification des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion est formalisée dans l'annexe A « Rapport de classement des zones ATEX » du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) de l'exploitant.</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a donc communiqué le 18 septembre 2025, son DRPCE, rédigé avec la contribution de DEKRA en juillet 2012, et actualisé notamment en mai 2025, afin d'intégrer les Nouvelles installations Green Énergie.</p> <p>La méthodologie de classement des locaux ou emplacement retenue par l'exploitant a consisté à analyser la conception, l'implantation et le mode d'exploitation de ses installations et du matériel, afin de définir et de délimiter les diverses zones de son établissement susceptibles d'être à l'origine d'explosion en fonction de la fréquence et de la durée de la présence d'une atmosphère explosive gazeuse ou poussiéreuse, en leur attribuant un numéro (0, 1, 2 - 20, 21, 22). Elle est détaillée en annexe A « Rapport de classement des zones ATEX ».</p> <p>L'inspection a effectué un contrôle par sondage de cette annexe : page 7 « Réseaux et installations Fluide thermique ».</p> <p>Une "zone 2" (Zone dans laquelle une atmosphère de gaz explosif n'est pas susceptible de se produire en fonctionnement normal et, si elle se produit, n'existera que pendant une courte période) est fixée pour les volumes situés 1 m autour des éléments démontables des installations "fluides thermiques".</p> <p>L'exploitant a identifié 2 vannes manuelles en série, avec 2 vannes automatiques uniquement sur ce type d'installation. Or, ces réseaux comportent des raccords à l'origine de potentielles fuites. La visite in-situ, réalisé sur l'installation de distribution de chaleur de l'atelier OSB, a permis de constater notamment la présence d'installations électriques dans les volumes situés à 1 m (zone 2 ATEX) des raccords précités. L'adéquation du niveau de protection requis pour ces matériels n'est</p>

ni analysé, ni justifié.

Par ailleurs, malgré son actualisation en mai 2025, le DRPCE fait état d'un grand nombre d'actions possibles afin de réduire les risques à la source, avec un éventuel déclassement du type de zone retenu, **mais ne mentionne pas les actions mises en œuvre depuis la version initiale du DRPCE en 2012**. Il liste notamment:

- des mises à jour du plan de prévention, de la signalisation, la création d'un permis de travail et la mise à jour du permis de feu ;
- une mise à jour des consignes de travail est à effectuer. Un affichage de ces consignes est à mettre en place aux postes de travail concernés ;
- l'annexe H relative aux plans de maintenance, notices et attestations CE est à compléter avec les documents existants, à collecter et à créer. Suivant l'annexe H, ces plans et documents sont conservés dans les services.

L'inspection précise qu'un répertoire des équipements et matériels concernés avec la liste des notices, attestations et analyses de risques réalisées pourrait utilement figurer dans l'annexe H.

Enfin, pour mémoire, le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) doit être établi, intégré au document unique et régulièrement tenu à jour. Son contenu est défini par le guide de l'INRS en vigueur. Les mentions suivantes en gras sont incomplètes.

Le DRPCE doit, en particulier, faire apparaître :

- que les risques d'explosion ont été identifiés et évalués ;
- **que des mesures adéquates sont et seront prises pour atteindre les objectifs réglementaires ;**
- les emplacements classés en zones (avec leurs volumes) ;
- les emplacements auxquels s'appliquent les prescriptions réglementaires ;
- **que les lieux et les équipements de travail sont conçus, utilisés et entretenus en tenant dûment compte de la sécurité et de l'éventuelle zone dans laquelle ils fonctionnent ;**
- que des dispositions ont été prises pour que l'utilisation des équipements de travail soit sûre.

Doivent également y figurer :

- la démarche d'évaluation retenue ;
- **le programme de mise en œuvre des mesures de prévention ;**
- **la validation des mesures adoptées (efficacité, risques résiduels...) ;**
- le contenu des formations des salariés concernés ;
- **le suivi et la mise à jour (la mise à jour est effectuée au moins chaque année ainsi que lors de toute modification d'aménagement significative ou lorsqu'une information supplémentaire, issue par exemple d'une veille technologique, concernant l'évaluation du risque dans une unité de travail, est recueillie) ;**
- les procédures à appliquer et instructions écrites à établir avant l'exécution des travaux dans les zones concernées.

Ecart :

L'identification des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée, formalisée dans l'annexe A du DRPCE de mai 2025, n'est pas

correctement justifiée, L'adéquation du niveau de protection requis pour les matériels présents en zone ATEX n'est pas systématiquement analysé et justifié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°1. Il appartient à l'exploitant de justifier de l'adéquation des appareils et équipements présents dans les zones ATEX de son établissement. Aussi, la transmission d'un DRPCE actualisé afin de répondre aux préconisations rappelées supra et la mise à disposition des justificatifs, y compris les analyses de risques ATEX, concernant l'adéquation du niveau de protection requis des matériels présents en zones ATEX, sont attendues dans ce cadre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Plan général des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • [...] • les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; • [...]
Constats : À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan de zonage ATEX de son établissement, annexé à son DRPCE. En regard de l'importance de l'emprise foncière de l'installation, la lecture du plan présenté est très difficile à appréhender. Un découpage du plan existant, par atelier par exemple, permettrait de mieux visualiser l'ensemble des zones ATEX de l'établissement. Le plan des zones à risque n'est pas exploitable compte tenu de son échelle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Identification des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques

Prescription contrôlée :

[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2).

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Les emplacements où des atmosphères explosives dangereuses peuvent se présenter dans des quantités susceptibles de compromettre la sécurité et la santé des travailleurs sont signalés par le panneau d'avertissement réglementaire EX.

La visite in situ a permis de constater la présence d'autres panneaux d'avertissement, tels que ceux relatifs à l'interdiction de téléphones portables, d'interdiction de fumer, d'interdiction de flamme, notamment dans les locaux suivants : le local qui abrite le réseau et les installations « Fluide thermique » dans l'atelier « OSB », le filtre manches de l'atelier « mélaminé ».

Les plans sur lesquels la nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, incendie, etc.) est identifiée sont inclus dans le plan d'intervention du site, d'une part, et dans le plan d'intervention DALKIA, d'autre part.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation des locaux

Prescription contrôlée :

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.

Constats :

Interviewé, par sondage, sur l'existence de ventilation afin de maîtriser le risque ATEX, et plus particulièrement l'absence de formation d'ATEX, l'exploitant a indiqué :

- Armoire de stockage du bungalow réception : absence de ventilation en marche forcée. Le

- bungalow est désormais entreposé en extérieur ;
- les armoires de stockage de produits inflammables sont dotés de dispositifs passifs de ventilation naturelle ;
- Hachoir Parc à Bois : un système d'aspiration des poussières a été mis en place depuis de nombreuses années.

D'autre part, interviewé sur les modalités de fonctionnement des machines de travail du bois notamment de l'atelier « mélaminé », le responsable du pôle de maintenance « finition » a indiqué :

- le démarrage des machines est autorisé en l'absence d'aspiration, mais la production est interdite par l'automate (pas d'approvisionnement en panneaux),
- en cas d'arrêt de l'aspiration, la production est également interdite par l'automate.

Seule la ligne 4 ne présente pas les mêmes équipements de sécurité. En l'absence de pilotage par automate, le fonctionnement de l'installation est encadré par consignes interdisant de faire fonctionner les machines de travail du bois, en l'absence d'aspiration.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Adéquation des produits ATEX / zonage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, Exigences essentielles

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Les résultats de l'analyse des risques d'explosion font l'objet d'un document spécifique joint en annexe B « Évaluation des risques d'inflammation » du DRPCE.

L'annexe B fait état d'un grand nombre d'équipements dépourvus de marquage.

Pour mémoire, les appareils ou équipements déjà en service au 28 juillet 2003, peuvent continuer à être utilisés à la condition que « le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE), prévu à l'article R. 232-12-29 du Code du travail, les ait validées explicitement avant le 1^{er} juillet 2006 », tel que prévu à l'article 6 de l'arrêté du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter. Ils sont dans ce cas considérés conformes à la directive 94/9/CE.

Depuis le 1^{er} juillet 2003, tout appareil non-électrique possédant au moins une source propre d'inflammation doit avoir été déclaré conforme à la directive ATEX 94/9/CE ou 2014/34/UE et avoir suivi la procédure d'évaluation décrite dans la directive. Ces appareils doivent avoir fait l'objet d'une évaluation des risques intégrée au document relatif à la protection contre les

explosions (DRPCE).

L'annexe B du DRPCE communiqué le 18 septembre 2025 fait état d'un nombre important de matériels non-conformes ATEX. Les analyses de risques ATEX pour les matériels mis en service avant le 28 juillet 2003 ne figurent pas dans le DRPCE, afin de justifier que ces matériels peuvent continuer à être utilisés de manière sûre. D'autre part, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les analyses de risques ATEX pour ces matériels.

La visite in-situ visant à vérifier, par sondage, l'adéquation des matériels ATEX (contrôle du marquage, des protections complémentaires éventuelles, du suivi des opérations de maintenance et d'entretien) avec le zonage ATEX défini sous la responsabilité de l'exploitant a permis de constater :

- la présence d'un marquage sur l'équipement (sonde) situé au droit du cyclo filtre de traitement des poussières de l'atelier « mélaminé » : EX II 1 D - 85°C (T2) - IP65 - Certifié par l'INERIS : 01ATEX0022X. L'inspection observe que la plage de la température de surface de cet équipement ne répond pas aux caractéristiques fixés par l'exploitant dans son DRPCE.
- l'absence de continuité de la terre sur le bac à poussières situé au niveau de l'aspiration « mélaminé », Cf les photographies jointes ;
- la présence de 4 câbles au niveau d'une même entrée de câble sur l'armoire de raccordement TAG1 ouverte.

Ecart:

L'exploitant ne justifie pas de la conformité des équipements en zone ATEX. Il est par ailleurs constaté des installations présentant un niveau de sûreté inférieur au niveau requis dans la zone ATEX dans laquelle ils sont implantés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°5.

Il appartient à l'exploitant de justifier de l'adéquation des appareils et équipements présents dans les zones ATEX de son établissement.

Aussi, la transmission d'un DRPCE actualisé et la mise à disposition des justificatifs, y compris les analyses de risques ATEX, concernant l'adéquation du niveau de protection requis des matériels présents en zones ATEX, sont attendues dans ce cadre.

Cette transmission devra être accompagnée d'un plan d'actions associé à un échéancier de remplacement des éventuels matériels non-conformes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

[...]

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification.

Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

À la demande de l'inspection, l'exploitant a communiqué les 17 et 18 septembre 2025, les documents suivants :

- le rapport APAVE du 7 février 2025, référencé A4491720067024L001002004001, relatif à la vérification des installations électriques du bâtiment « OSB ». **Ce rapport fait état de 19 observations. Suivant le suivi formalisé de la levée de ces observations, 4 écarts sont soldés à ce jour ;**
- le certificat Q18 associé au rapport susvisé référencé A4491720067024L001002004001. **Ce Q18 mentionne que l'installation peut entraîner un risque d'incendie ou d'explosion. D'autre part, la vérification n'est que partielle** puisqu'en l'absence de mise à disposition d'accès sécurisé, le vérificateur n'a pas pu procéder à la vérification ou aux relevés des caractéristiques des matériels comprenant l'annotation « inaccessible sans démontage » ou « inaccessible sans moyen d'accès sécurité » dans la liste des récepteurs, des dispositifs de protection des récepteurs, notamment des moteurs. Les rapports de visite initiale de plusieurs locaux noté sur le rapport, suite à modification de structure, bien que prévu au contrat, n'a pas été transmis à l'APAVE, ce qui n'a pas permis de mener complètement à bien la vérification. En l'absence de mise en sécurité des zones ATEX identifiées dans le DRPCE, les mesures de continuité nécessaires à la vérification n'ont pas été réalisées. Une coupure totale n'a pas été autorisée par l'exploitant ;
- le compte-rendu Q19 APAVE du 9 juillet 2025, référencé 134704016.001.ELQ19.001_2025.001, relatif au contrôle par thermographie des installations électriques du bâtiment « OSB », du 3 au 9 juillet 2025. Ce Q19 fait mention de 5 anomalies de priorité 2. Les anomalies 2, 3, 4 et 5 ont été levées dans les délais préconisés par l'organisme de contrôle. L'anomalie n°1 relative à un vraisemblable défaut de serrage sur une connexion n'est pas traitée, près de 3 mois après réception du rapport. Interviewé sur ce point, l'exploitant a indiqué que la levée de cet écart nécessite la coupure de l'alimentation HT planifiée semaine 41 ;
- le rapport APAVE du 10 février 2025, référencé 134630095-001-1, relatif à la vérification des installations électriques du bâtiment « PP ». **Ce rapport fait état de 227 observations. Suivant le suivi formalisé de la levée de ces observations, 87 écarts sont soldés à ce jour, 5 sont non traités en regard d'une non faisabilité technique et a minima 27 ne sont pas traités alors qu'ils présentent des risques d'incendie ou d'explosion ;**
- le certificat Q18 associé au rapport susvisé référencé 134630095-001-1. **Ce Q18 mentionne que l'installation peut entraîner un risque d'incendie ou d'explosion ;**
- le rapport APAVE du 12 février 2025, référencé 134630094-001-2, relatif à la vérification des installations électriques des bâtiments « Mélaminage », de stockage de panneaux, d'expédition et « finition ». **Ce rapport fait état de 149 observations. Aucune de ces observations n'est levée à ce jour. Un devis a été sollicité auprès d'INEO en juin 2025 ;**

- le certificat Q18 associé au rapport susvisé référencé 134630094-001-2. **Ce Q18 mentionne que l'installation peut entraîner un risque d'incendie ou d'explosion.**

Il a été constaté la présence de 4 câbles au niveau d'une même entrée de câble sur l'armoire de raccordement TAG1 ouverte.

Ecart :

- . Le champ de la vérification électrique est partiel,
- . Les installations électriques présentent des risques d'incendie ou d'explosion : les écarts à l'origine de ce constat, figurant dans le rapport APAVE du 12 février 2025, référencé 134630094-001-2 ne sont pas levés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°6.

Dans ce cadre, il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs relatifs à la levée, a minima, de toutes les observations portées sur le rapport APAVE du 12 février 2025, référencé 134630094-001-2, relatif à la vérification des installations électriques des bâtiments « Mélaminage », de stockage de panneaux, d'expédition et « finition », présentant un risque d'incendie et/ou d'explosion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance et réseau de détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55A

Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs en zone ATEX

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).

Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

Constats :

Les zones des effets thermiques (irréversibles) sortent des limites de l'établissement, sans sortir des limites de l'emprise foncière de la société.

Par ailleurs, suite à la réorganisation des stockages à l'origine de ces flux thermiques, une nouvelle réévaluation de ces flux à l'aide de flumilog a été réalisé.

Désormais, l'ensemble des distances des effets dimensionnés pour les scenarii retenus dans l'EDD est contenu dans les limites de propriété de la société SWISS KRONO.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite